

COP25 : l'essentiel à savoir sur la conférence internationale sur le climat

Par [Marie Jamet](#) • Dernière MAJ: 04/12/2019 Tous droits réservés REUTERS/Susana Vera

<https://fr.euronews.com/2019/12/03/cop25-l-essentiel-a-savoir-sur-la-conference-internationale-sur-le-climat>

La conférence internationale sur le climat, ou la 25^e Conférence des Parties (COP25), a démarré ce lundi 2 décembre à Madrid.

Les informations de base

- **Dates**

Du 2 au 13 décembre 2019. La conférence est planifiée pour 11 jours, week-end compris. En 2015, la COP21 à Paris, présidée par la France, avait été prolongée d'une journée pour aboutir à un accord.

- **Lieu** Le centre de conférence IFEMA à Madrid.

Cette COP devait initialement se tenir au Brésil. Suite à son élection, le président brésilien Jair Bolsonaro avait annoncé en novembre 2018 que son pays ne souhaitait plus l'organiser. Le Chili s'est alors proposé mais a délocalisé sa tenue (voir ci-dessous).

- **Présidence**

La COP25 est bien présidée par le Chili mais [le pays a renoncé fin octobre à organiser l'événement](#) sur son territoire en raison d'un important mouvement social qui perdure depuis.

- **Participants**

- 196 pays participent. Il s'agit des pays signataires de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ils se réunissent tous les ans depuis 1995. [Les Etats-Unis se sont retirés de l'Accord de Paris](#) il y a un mois mais l'administration américaine est tout de même représentée par Marcia Bernicat, chef du bureau pour les Océans et les Affaires scientifiques et environnementales internationales. Cette diplomate est à la tête d'une délégation composée d'autres responsables d'organismes gouvernementaux américains impliqués dans les questions climatiques. Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, s'est elle aussi déplacée à Madrid avec une délégation de 15 autres élus. Les pays peuvent être représentés par le chef d'état, des ministres ou des négociateurs.

- 25 000 personnes sont accréditées au total : membres d'ONG, représentants de villes, des journalistes, etc.

- **Thème**

Les océans sont le thème principal choisi par la présidence chilienne. La conférence a été nommée "la COP bleue" ; c'est une première.

- **Slogan**

Le slogan retenu pour cette COP est "Time for action", autrement dit "il est temps d'agir".

Les principaux points de discussions

- 1. Les contributions déterminées au niveau national (NDCs)** Selon l'accord de Paris, les pays doivent présenter d'ici 2020 et la COP26 à Glasgow leur [plan national pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre](#). L'objectif global fixé par l'Accord de Paris : des réductions permettant de rester entre +1,5 et +2 degrés Celsius. Pour le moment, les efforts sont insuffisants. Seuls 67 pays ont rejoint l'[Alliance Ambition Climatique](#), lancée par le Chili lors du sommet de l'ONU pour le climat en septembre dernier. Cet organisme regroupe les pays qui acceptent de relever leurs ambitions pour 2020 afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050.
- 2. Pertes et préjudices**
Lors de la [COP19 en 2013](#) avait été créé le Mécanisme International de Varsovie pour les pertes et préjudices. Ce mécanisme est censé assurer une entraide face aux "*incidences des changements climatiques*" mais il n'est pour l'heure pas financé et ne produit que des travaux de réflexion. C'est un point crucial pour les pays en voie de développement, les plus vulnérables face à un changement climatique en majeure partie causé par les pays industrialisés. La question du financement de ce Mécanisme est de nouveau sur la table, ainsi que celle de sa gouvernance.
- 3. Marché du carbone**
Il s'agit du mécanisme d'échange d'émissions, autrement dit ceux qui polluent moins peuvent "vendre" leur excédent à ceux qui polluent plus. C'est un sujet épineux, qui avait bloqué les discussions pendant des heures lors de la COP précédente. A tel point qu'il avait été repoussé à cette année. Il s'agit du dernier volet des [règles d'application de l'Accord de Paris](#) à adopter.
- 4. Le financement**
Les pays développés s'étaient engagés à verser 100 milliards de dollars par an pour aider les pays en voies de développement à partir de 2020. Un rapport de l'OCDE montre que, tous versements confondus, [un maximum a été atteint en 2017 avec un montant total de 71,2 milliards de dollars](#).
En plus de faire respecter ce montant global, les pays en voie de développement vont aussi tenter d'assurer le financement du [Fonds Vert](#). Créé il y a 10 ans lors de la COP15 et officiellement lancé en 2011 lors de la COP17 de Durban, ce fonds est devenu depuis la COP21 le véritable organe de financement de l'Accord de Paris. Il devait être pourvu de 10 milliards de dollars. Réunis en octobre dernier, les pays membres ont promis d'y contribuer à hauteur de 9,8 milliards de dollars pour la période 2020-2023, et ce, malgré le départ des Etats-Unis.

À découvrir également

[COP25 : près de 200 pays représentés, une quarantaine seulement par leurs dirigeants](#)

[Une COP25 et peu d'espoirs](#)

[COP25 : organisation éclair à Madrid](#)